

ANALYSE

DES FINANCES COMMUNALES

Étude sur la période 2014-2019



Septembre 2020

ÉDITO

Les communes résistent et consolident leur poids économique. Au cours d'un mandat chahuté entre autres par la baisse de la DGF et la réorganisation de l'échelon intercommunal, les communes (hors Paris) ont tenu un cap inédit dans le contexte des finances publiques nationales.

- 130 milliards d'euros d'investissement,
- Stabilité des dépenses de fonctionnement,
- Légère croissance de leurs recettes,
- Amélioration de leur épargne de gestion,
- Diminution de la dette et de son poids relatif.

Les facteurs qui ont favorisé cette situation sont connus : préservation du dynamisme de l'assiette fiscale communale sur le mandat, impact favorable de l'intercommunalité pour la maîtrise des dépenses, fin de la baisse de la DGF ...

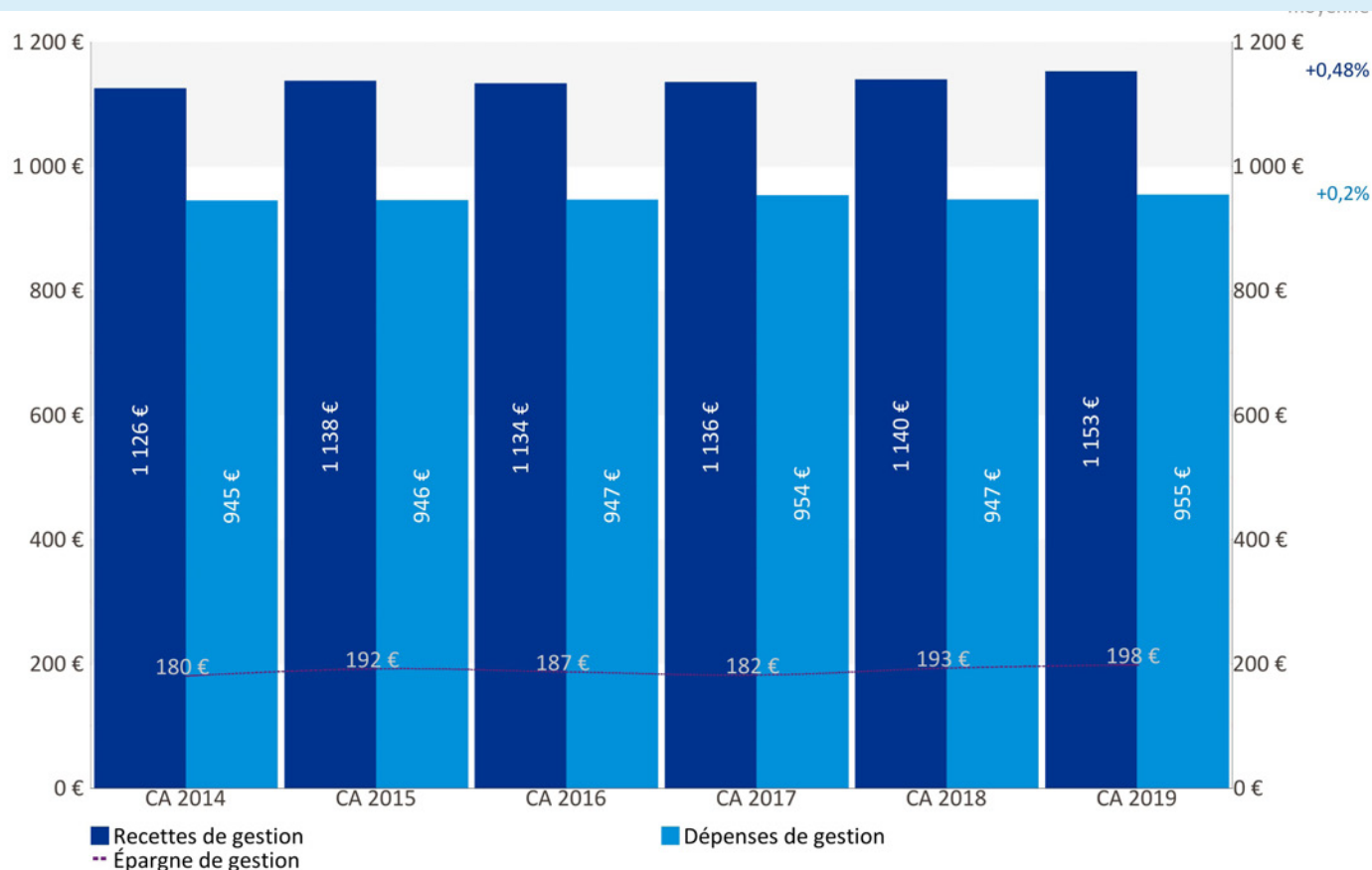
Ces résultats ont cependant été acquis par une sollicitation significative des contribuables, les communes ne parvenant pas à baisser significativement leurs dépenses en dépit des efforts de gestion. Cette situation ne pourra sans doute pas se renouveler sur le prochain mandat compte tenu du quasi gel de l'assiette fiscale.

En tout état de cause et globalement, la situation financière des communes au titre du mandat 2014-2020 s'est consolidée.

Note méthodologie : Etude réalisée à partir des balances comptables communiquées par la DGFIP et des populations DGF de chacune des années concernées sur le périmètre France entière hors ville de Paris.

RECETTES ET DÉPENSES DE GESTION VS ÉPARGNE DE GESTION

2014/2019



LE BLOC COMMUNAL RÉSISTE ET AMÉLIORE SES RÉSULTATS DE GESTION

Dans un contexte contraint, l'épargne de gestion (résultat hors poids de la dette) des communes progresse de 10% en cinq ans.

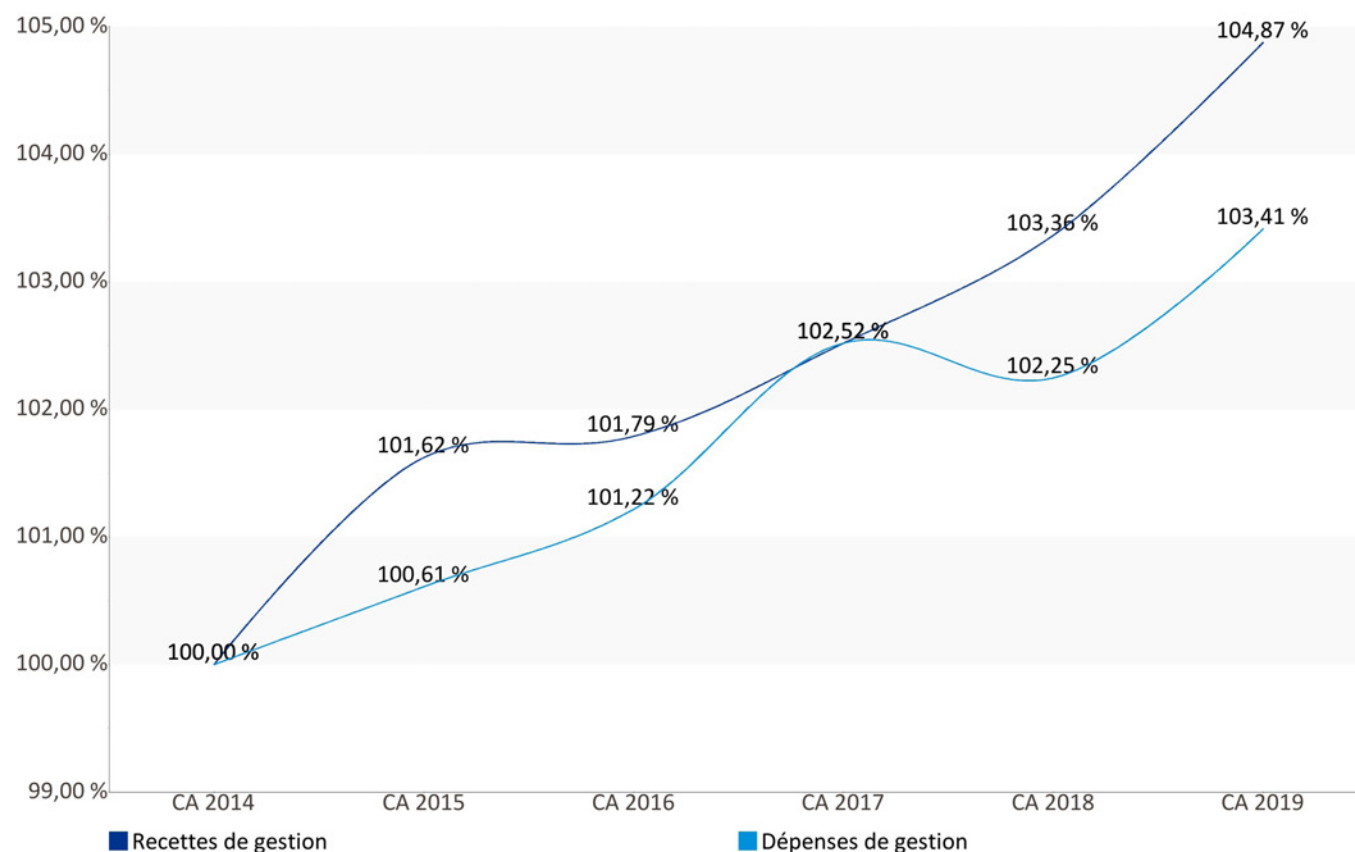
Bien que le cycle étudié soit contrasté (avec un effet de ciseaux en 2017) et atone, les recettes auront finalement progressé plus vite que les dépenses de gestion communales avec un effet de reprise des recettes en 2018 et 2019, en sortie de période de diminution de la DGF.

La maîtrise des dépenses de fonctionnement est significative (progression moyenne annuelle de 0,2%) et confirme ici la capacité des communes à s'adapter aux contraintes de gestion.

La relative robustesse des recettes (+0,48% de progression moyenne) met également en lumière la capacité des communes à faire face aux différentes réformes successives.

RECETTES ET DÉPENSES DE GESTION (BASE 100) - EFFET CISEAU

2014/2019



DES COMMUNES

« À RÉACTION »

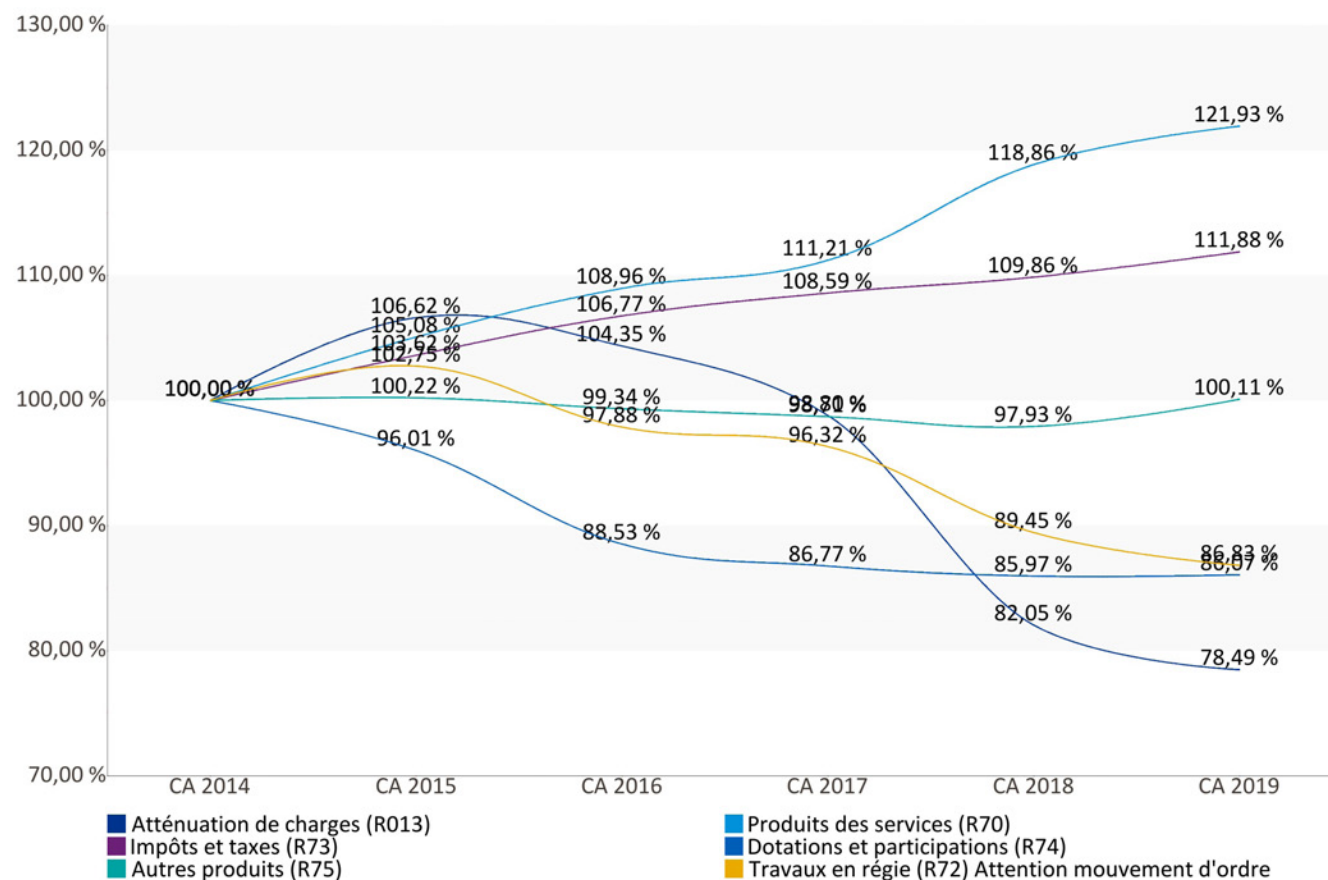
Sur le cycle 2014-2019, les communes bénéficient à deux reprises d'une évolution favorable de leurs recettes de fonctionnement (2015 et 2019).

Ces deux années constituent chaque fois un effet boost qui leur permet de faire face à deux autres années de croissance des dépenses de fonctionnement (2017 et 2019).

Un effet de ciseaux survient en 2017, les dépenses progressant plus vite que les recettes mais celui-ci est compensé dès l'année suivante par une diminution des dépenses de fonctionnement.

RECETTES DE GESTION EN BASE 100

2014/2019

USAGERS ET CONTRIBUABLES
SOLLICITÉS

Première cause du maintien des équilibres communaux : l'accroissement des produits des services et de la fiscalité.

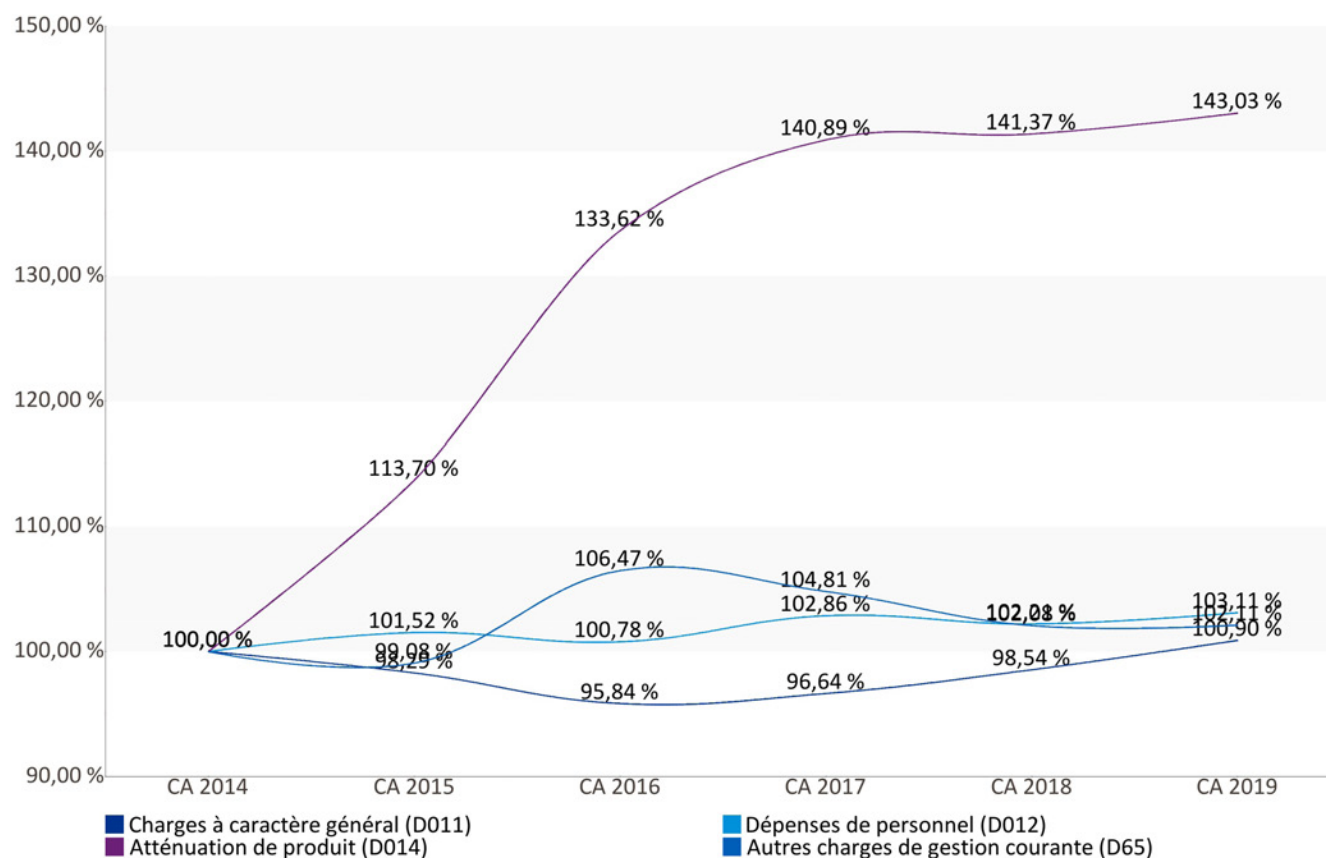
Dans les deux cas, usagers (20 points) et contribuables (10 points) ont été sollicités significativement.

En effet miroir, la DGF achève sa phase de diminution en 2016.

L'effet de compensation est quasi mécanique entre les recettes directes et la baisse de la DGF.

DÉPENSES DE GESTION EN BASE 100

2014/2019

DES DÉPENSES
MAÎTRISÉES

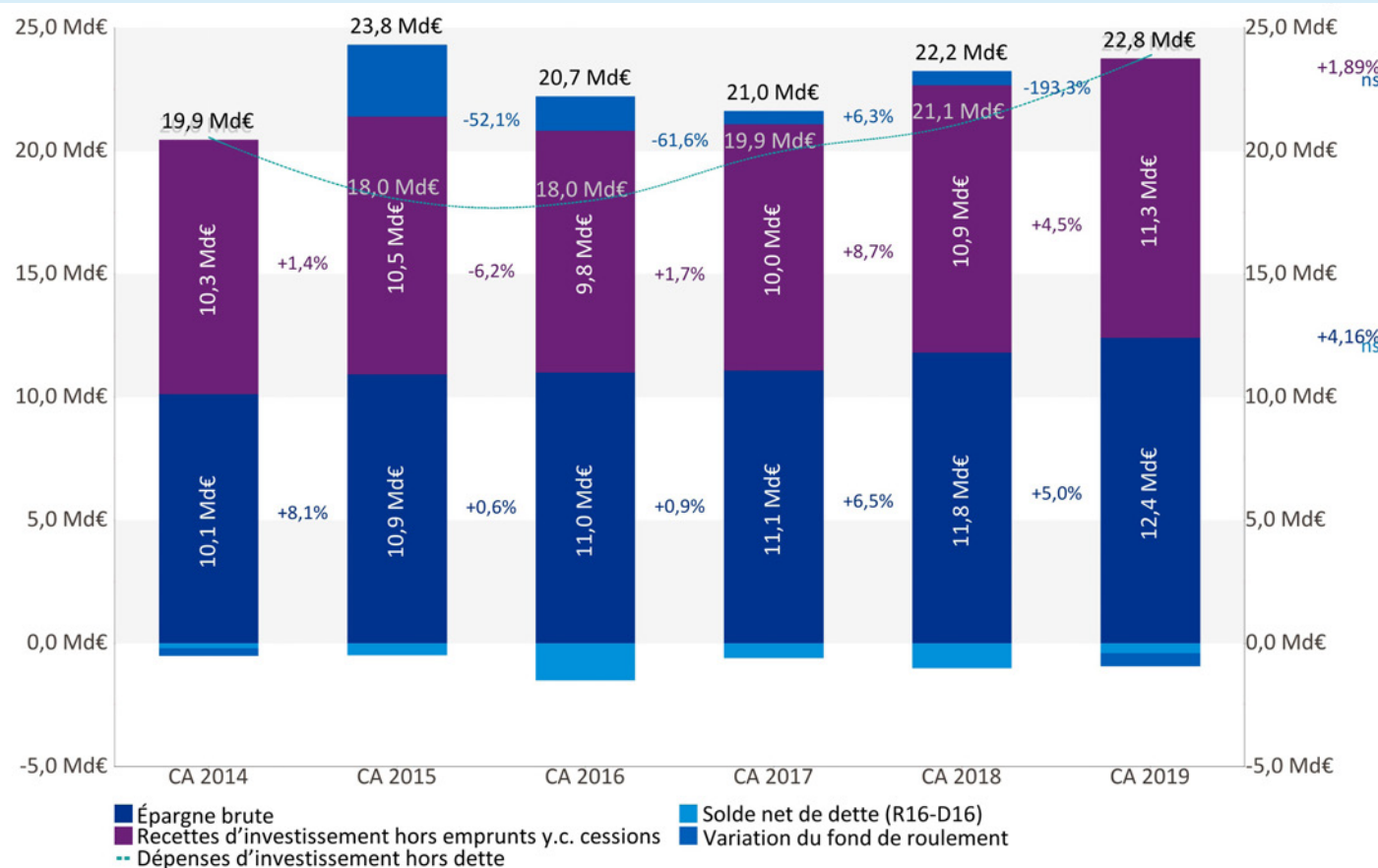
Si les communes ont pu compenser la baisse de la DGF par une augmentation de leurs recettes, elles ont également tenté et réussi pour partie à contenir l'évolution de leurs dépenses de personnel et diminuer leurs coûts de structure (charges à caractère général).

Toutefois, si celles-ci sont désormais maîtrisées elles ne sont pas en recul sur la période. Il n'y a pas eu de baisse des dépenses de fonctionnement comme escompté par la réforme de la DGF.

Le degré de contraintes de l'échelon local en matière de services à la population, l'importante dispersion liée au nombre de communes et le degré de rigidité de leurs composantes économiques constituent les facteurs d'explication de cette situation.

MODE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

2014/2019

130 MILLIARDS
D'INVESTISSEMENT

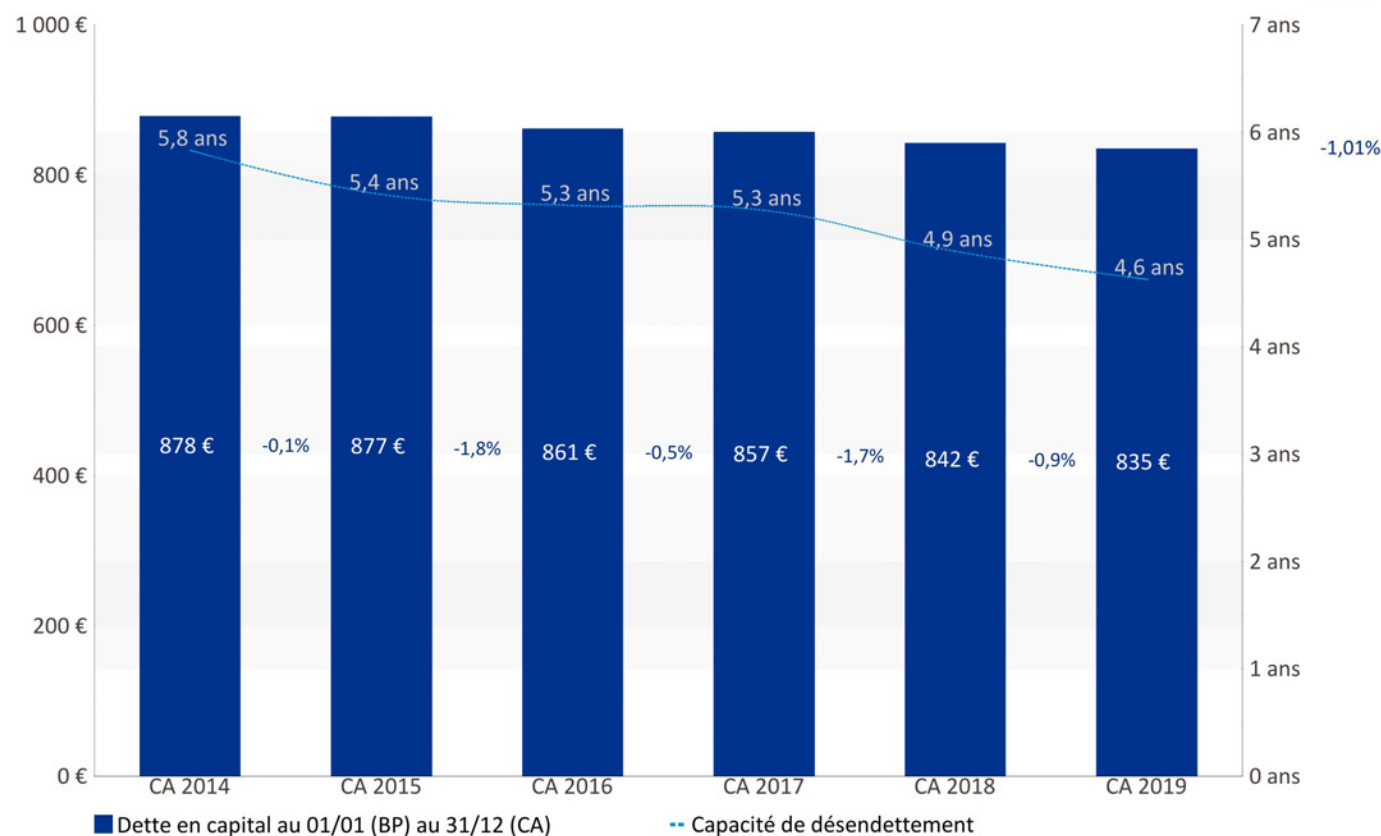
La contrepartie des éléments de gestion se répercute sur l'investissement communal. 130 milliards d'euros investis entre 2014 et 2019 grâce à :

- Une épargne préservée
Des concours financiers externes qui pèsent près de 50% des dépenses d'investissement,
- Un recours à la dette dans la limite des marges de manœuvre financières.

Ce constat met en lumière la fluidité et l'importance des budgets des communes qui, si elles ont pu solliciter le contribuable, restituent encore plus dans leur tissu économique.

DETTE ET CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT

2014/2019



UNE DETTE DÉCROISSANTE

Le pilotage financier raisonné demeure un axe incontournable de la gestion des élus communaux.

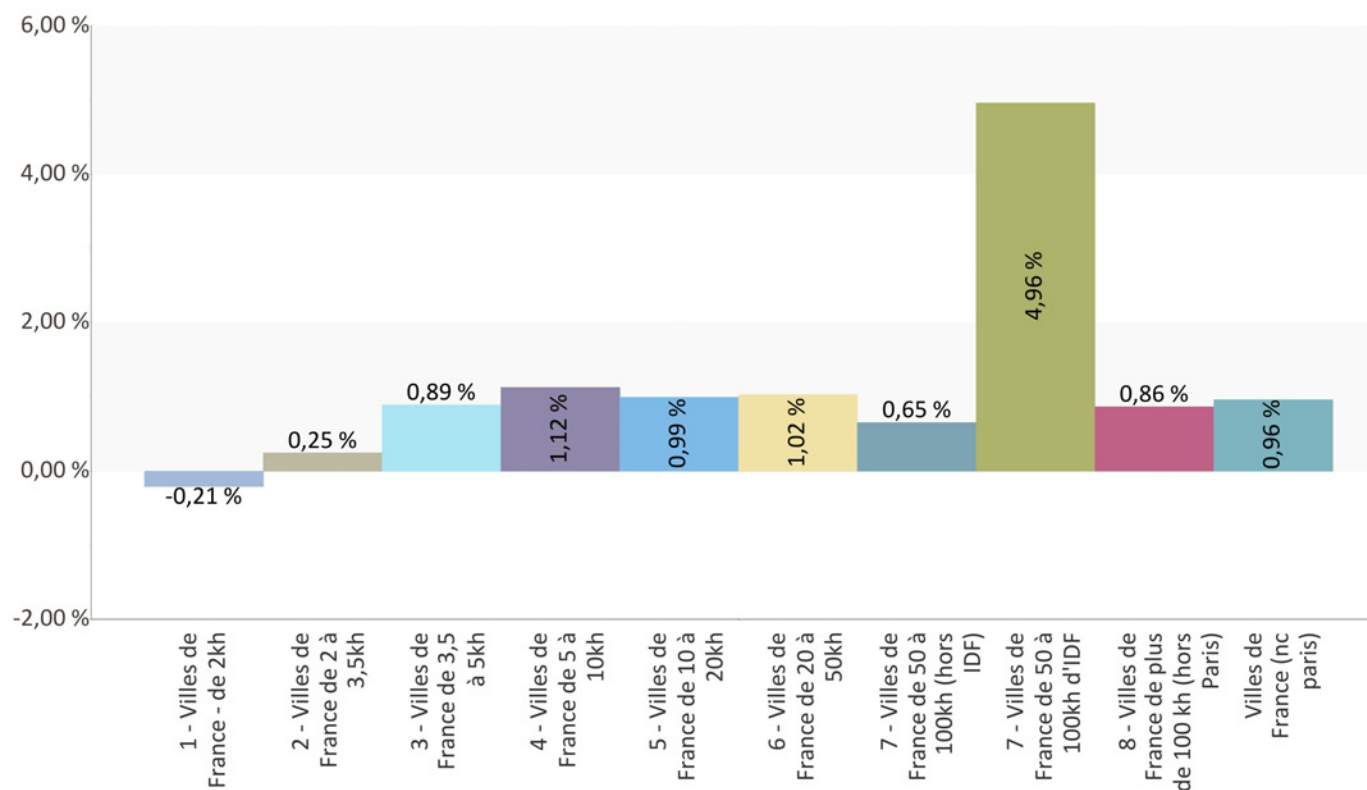
La dette des communes diminue entre 2014 et 2019 ainsi que son poids relatif.

Il s'agit de la conséquence du principe d'équilibre des budgets comme du respect des règles prudentielles.

Poussées à la prudence par la baisse de la DGF, les communes semblent avoir accentué leurs efforts de désendettement sur le précédent mandat.

VARIATION DES RECETTES DE GESTION

2014-2019 par strate



LES PETITES COMMUNES DÉSAVANTAGÉES

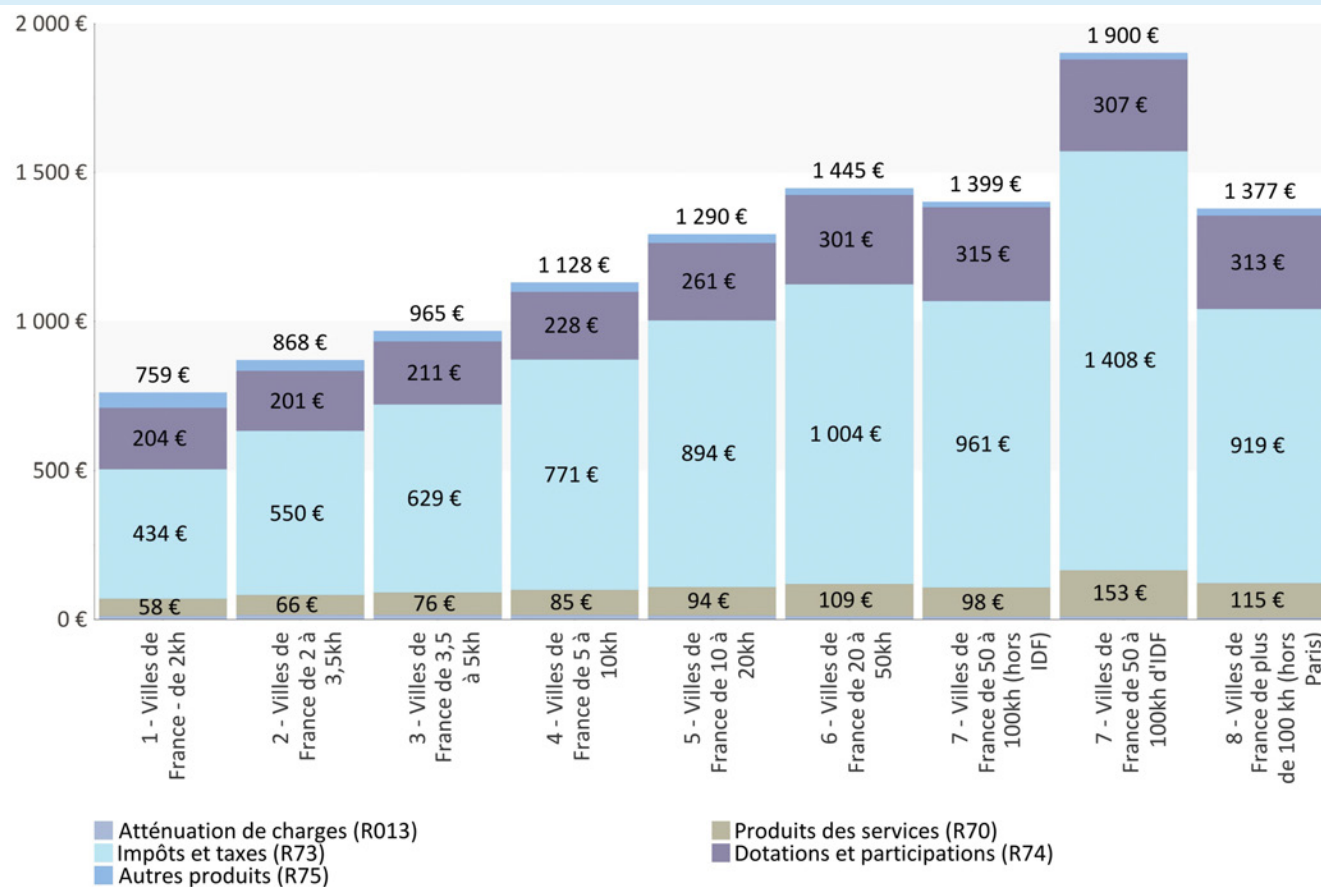
La concentration de la population et le dynamisme de la richesse fiscale jouent désormais clairement en faveur des communes supérieures à 10 000 habitants.

Ce sont ces communes qui tirent et font la moyenne nationale. A contrario, les plus petites communes souffrent dans ce contexte et régressent.

La croissance de recettes est particulièrement sensible dans les strates de 10 000 habitants à 50 000 habitants, communes finalement protégées par la consolidation de leurs ressources fiscales (foncier bâti).

DÉTAILS DES RECETTES DE GESTION

2019 par strate

VERS UN SERVICE PUBLIC
PAYANT À LA CARTE

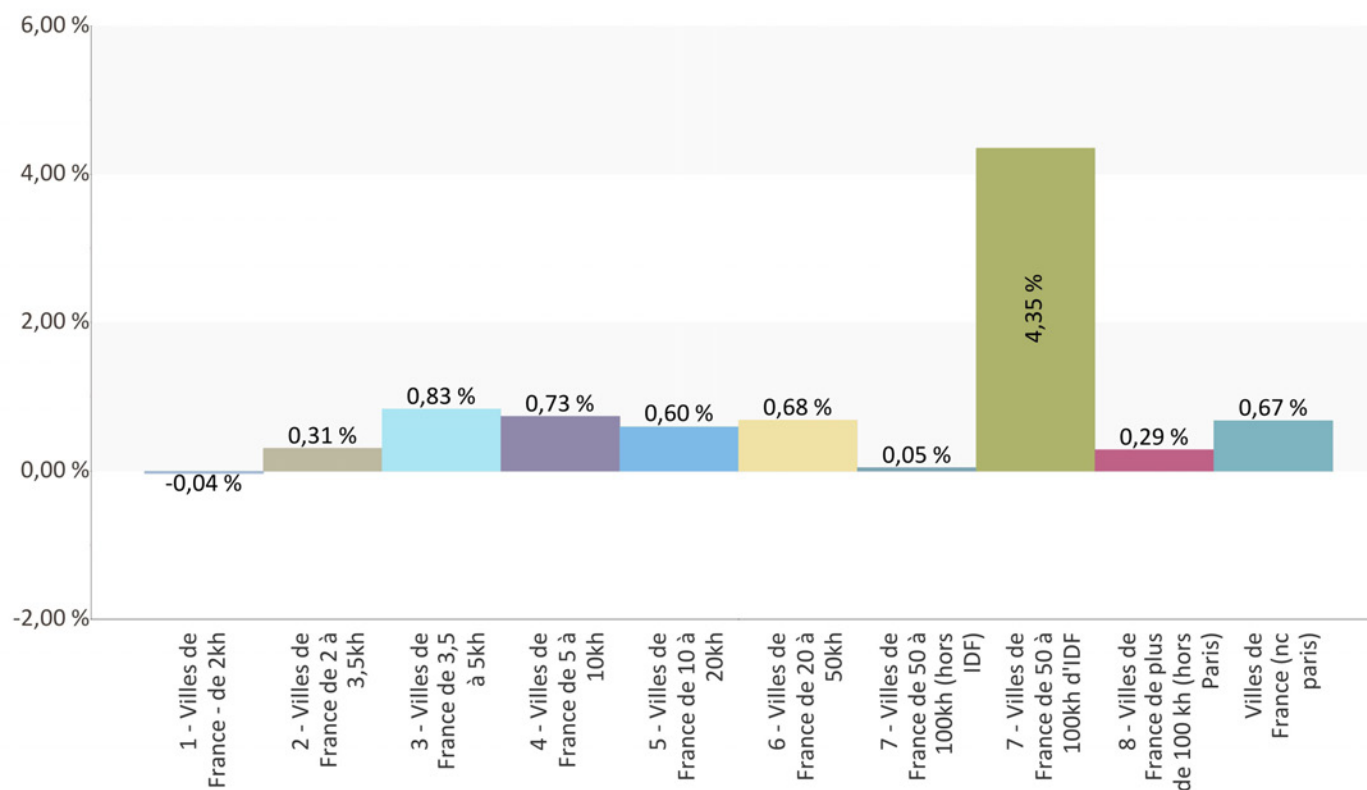
Le niveau de capitalisation fiscale demeure important dans toutes les catégories de commune et le poids relatif des dotations de l'Etat s'amenuise au fur et à mesure de l'augmentation de la taille démographique.

Les réformes fiscales à venir qui visent à définitivement limiter la capacité de prélèvement fiscal des collectivités interrogent sur les marges de manoeuvre futures des communes.

Le paiement des services demeure faible et pourtant semble constituer une des rares voies d'accroissement des recettes.

VARIATION DES DÉPENSES DE GESTION

2014/2019 par strate



UN EFFET TAILLE SUR LA GESTION

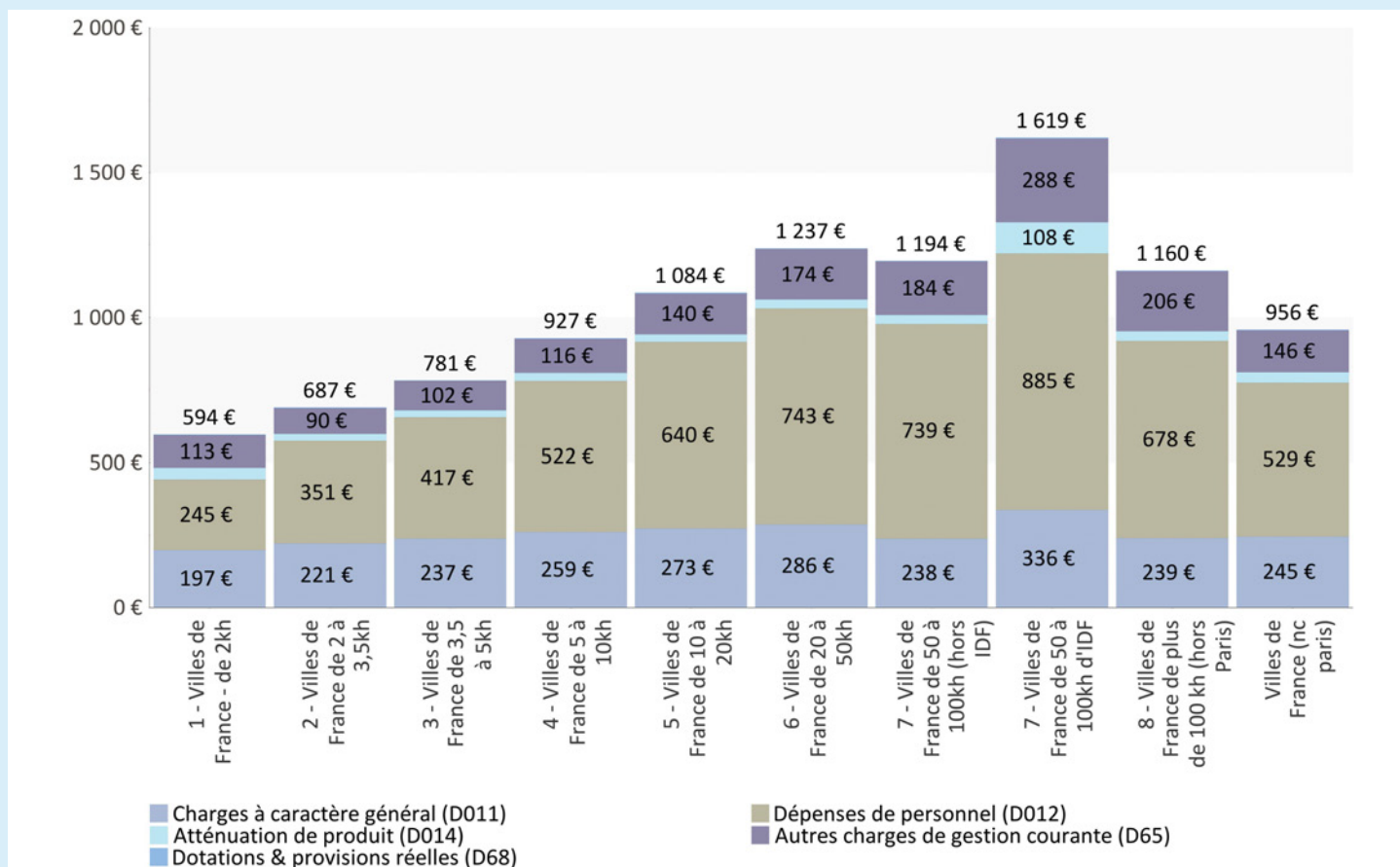
Ce sont à la fois les plus petites communes et les plus grandes qui maîtrisent le mieux leurs dépenses de fonctionnement.

La convergence de ces deux échelons sur ce résultat n'est pas surprenante : les grandes villes peuvent jouer sur un effet taille et mutualisation avec l'intercommunalité ; les petites communes aux moyens déjà limités peuvent s'adapter facilement au contexte de leurs ressources.

Les communes moyennes (plus de 10 000 habitants) sont plus en retrait et au-dessus de la moyenne, résultat qui trouve son explication par les fortes contraintes de ces collectivités en matière d'équilibre de leur territoire.

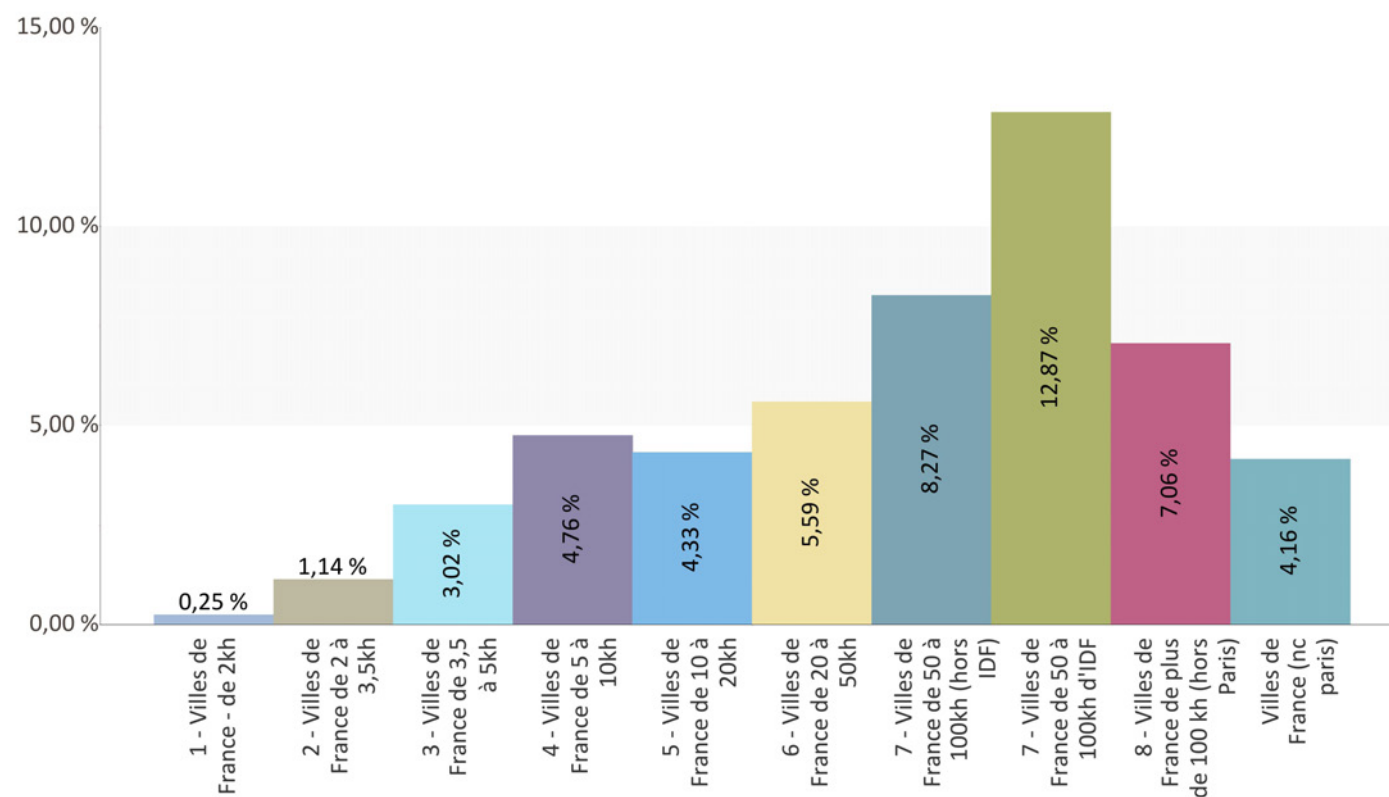
DÉTAILS DES DÉPENSES DE GESTION

2019 par strate



VARIATION ÉPARGNE BRUT

2014/2019 par strate

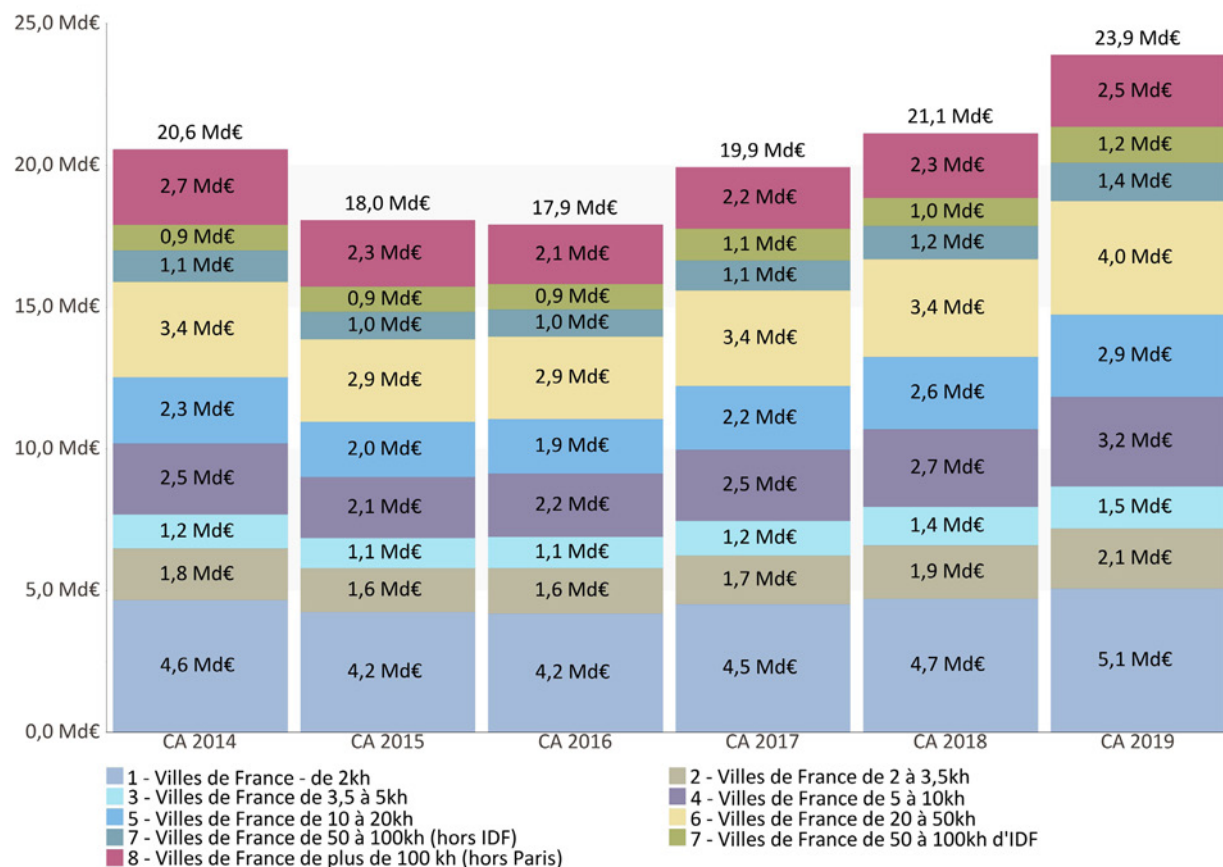


LES VILLES
DE PLUS DE 10 000 HABITANTS
SORTENT RENFORCÉES DU MANDAT

Résultat de la relative protection de leurs recettes fiscales et des efforts de gestion, l'épargne brute des communes de plus de 10 000 habitants s'est renforcée significativement depuis 2014.

INVESTISSEMENT

2014/2019 par strate



UN INVESTISSEMENT PLUS IMPORTANT DANS LES PETITES ET MOYENNES COMMUNES

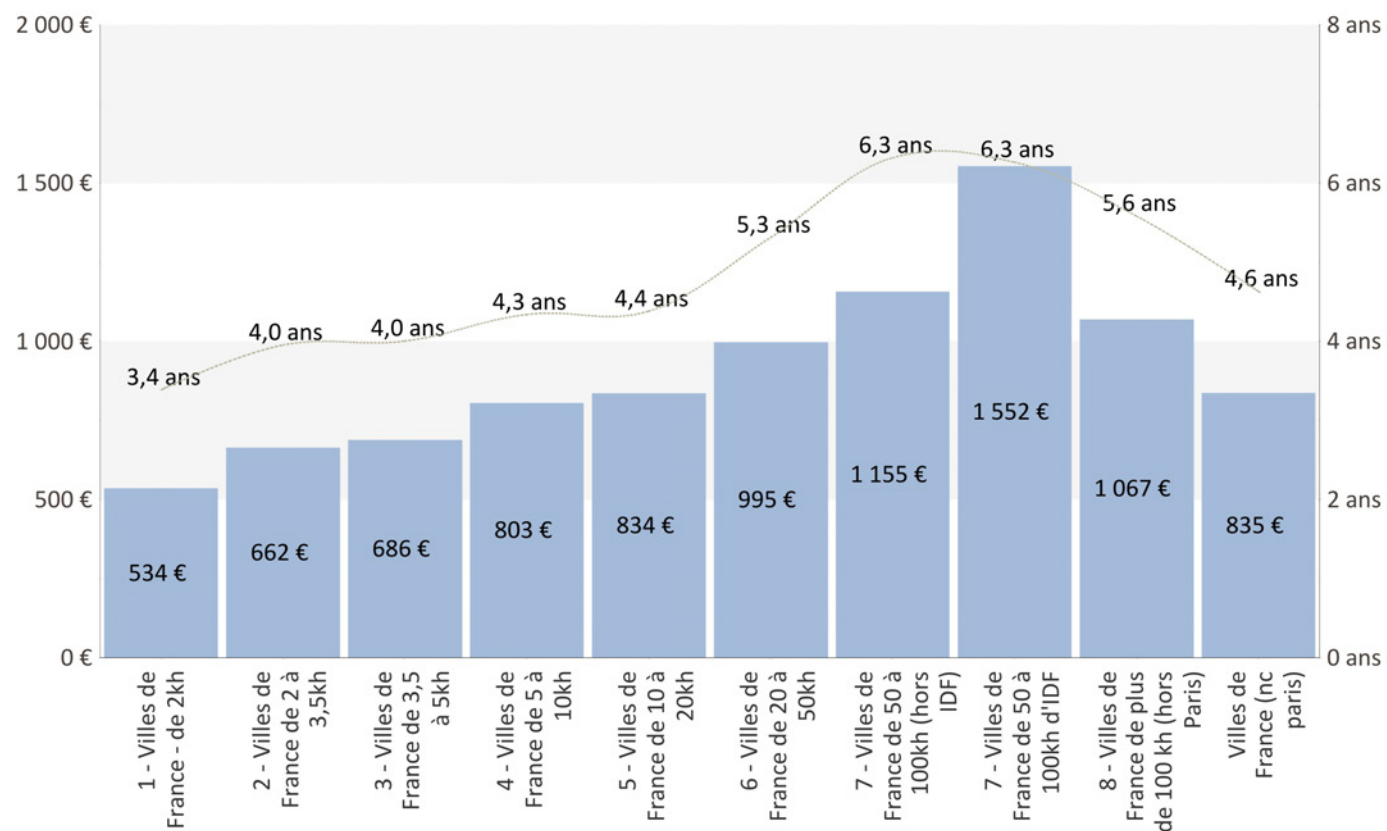
Plus la taille démographique est importante, plus l'intercommunalité semble avoir supplanté les communes en matière d'investissement.

Ce sont les plus petites communes (25%) et les communes moyennes (25%) et les communes moyennes qui tirent l'investissement communal « direct ».

Ce phénomène est constant tout au long du mandat

ENDETTEMENT & DÉSENETTEMENT

2014/2019 par strate



UNE DETTE PLUS IMPORTANTE DANS LES GRANDES VILLES

Même si le recours à l'emprunt est resté raisonnable, les communes de plus de 50 000 habitants ont un stock qui demeurerait en 2019 plus important que la moyenne.

Ce stock reste proportionnel à la taille démographique sauf dans les villes de plus de 100 000 habitants dont le poids de la dette est plus faible (effet protecteur de la métropolisation).

La mesure de la capacité de désendettement confirme l'observation sur le stock. Les communes de plus de 20 000 habitants pilotent en limite du seuil de 7 ans alors que dans les autres communes celle-ci demeure largement supportable.



local
nova

ANALYSE DES FINANCES COMMUNALES

Étude sur la période 2014-2019

Méthodologie
Septembre 2020

Etude réalisée à partir des balances comptables communiquées par la DGFIP et des populations DGF de chacune des années concernées sur le périmètre France entière hors ville de Paris.

Préparé par

**KPMG
LOCALNOVA**

**Coordonnées
KPMG**



Tour EQHO
2 avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex



+33 1 55 68 91 64



secteurpubliclocal@kpmg.fr

**Coordonnées
LOCALNOVA**



10 Parc Club du Millénaire
1025 Avenue Henri Becquerel
34000 Montpellier



+33 9 72 29 39 33



contact@localnova.fr